

Revue de presse

Avril – Mai 2017

Cette revue de presse propose une sélection d'articles de la presse quotidienne et hebdomadaire, ainsi que de sites Internet, sur le secteur des accueils collectifs de mineurs.

Table des matières

Du côté des accueils de loisirs	2
Une aide financière pour redynamiser la fréquentation.....	2
Autour des projets	2
Du côté des colonies de vacances	4
Des prix en baisse.....	4
Nouveaux concepts.....	4
Inscrire son enfant en colonie.....	5
Des colonies de vacances en vente.....	6
L'UCPA se développe	7
Les aides de la JPA.....	7
Du côté des formations BAFA	8
Une formation ouverte aux personnes sourdes.....	8
Un enseignement aux valeurs citoyennes et de laïcité	8
Du côté des études	9

Du côté des accueils de loisirs

En avril et mai, les articles de la presse régionale portent sur les activités proposées durant les vacances de printemps, sur les réunions de préparation des animateurs et les inscriptions des enfants et des adolescents pour les congés d'été. Ces articles ne sont pas mentionnés dans cette revue de presse.

Une aide financière pour redynamiser la fréquentation

Les 10 € d'aide de la mairie ont un effet bœuf sur les centres aérés de Pâques

La Voix du Nord, 6 avril 2017

Pour redynamiser la fréquentation des accueils de loisirs de la ville d'Avesnes-sur-Helpe, la municipalité a pris la décision d'accorder une aide de 10 € aux familles. Sur les vacances de Pâques, le taux de fréquentation a ainsi augmenté, passant de 40 % à 70 %.

Un centre de loisirs créé grâce à l'argent économisé sur les NAP

La Voix du Nord (site web), 10 avril 2017

Au bout de deux ans, la municipalité de Loos-en-Gohelle a pris la décision de supprimer les Nouvelles activités périscolaires, qui ne fonctionnaient pas (faible fréquentation et insatisfaction des parents). « *L'argent ainsi économisé a ainsi été investi dans la création d'un centre de loisirs pour ces vacances de Pâques* » qui répondait à une demande des parents.

Autour des projets

Accueil de loisirs et projet citoyen

L'Indépendant - Narbonne, 8 avril 2017

« 100 % juniors » est un dispositif d'aide financière, proposé par la Caf de l'Aude, pour accompagner un projet d'hébergement innovant pour les enfants de 6 à 11 ans. « *L'objectif est de donner le goût du partage et de la vie en collectivité aux plus jeunes, en les incitant à organiser leurs premiers séjours encadrés autour d'un thème* ». Les enfants des accueils de loisirs ont choisi le thème de la faune et la flore. Un mini-séjour a eu lieu début avril.

Les Francas auscitains enseignent la citoyenneté en s'amusant

La Dépêche (site web), 11 mai 2017

« *Le vivre ensemble s'apprend dès le plus jeune âge, on ne le répétera jamais assez. C'est le créneau de l'association des Francas* ». Le Centre de loisirs d'Auch a mis en place des « mercredis citoyens ». Au travers des activités proposées (cours de cuisine, musique,...), les enfants sont éduqués à la citoyenneté.

Les Francas, une association qui veut le bonheur de la personne

L'indépendant, 11 mai 2017

Les Francas de l'Aude travaillent sur plusieurs axes : le temps éducatif de l'enfant, l'accompagnement des projets éducatifs, au travers d'une aide aux élèves en difficulté, et la formation, avec des préparations au BAFA et au Bpjeps. « *La finalité de l'action des Francas est la personne humaine et son bonheur affirme le rapport d'activité 2016 de l'association.* »

Autour d'un projet pédagogique

Le Progrès de Fécamp, 29 mai 2017

Lors de la réunion de préparation des animateurs, tous les aspects de la vie en colonie et en centre aéré étaient au programme : « Accueil des enfants, activités pédagogiques, rythme de vie, aspect de la vie quotidienne, relations... ». L'objectif final : définir le projet d'animation du centre.

Du côté des colonies de vacances

Des prix en baisse

Le CPA tire les prix sur ses colonies de vacances

Centre Presse, 7 avril 2017

Pour maintenir sa fréquentation et « répondre à l'une des critiques les plus courantes », le CPA Lathus met en place une nouvelle politique tarifaire pour l'été. Leur objectif : proposer le maximum de séjours à moins de 300 € la semaine (du dimanche après-midi au vendredi soir) « sans toucher à la qualité de la prestation ».

Nouveaux concepts

Vitacolo : une colonie de vacances intergénérationnelle

Senior Actu (site web), 4 mai 2017

L'association d'éducation populaire Vitacolo propose une colonie de vacances où grands-parents et petits-enfants partent ensemble. Lancé en 2009, ces séjours s'organisent autour d'activités ou de projets communs à réaliser. « Chaque journée est ainsi consacrée à la réalisation d'un projet différent (5 en tout) avec pour objectif la convivialité, la rencontre et la transmission ! ».

Monoparentalité : partir en colo avec son enfant « pour se retrouver »

Le Progrès - Lyon, 16 mai 2017

« Le Rhône fait partie des départements qui comptent le plus de parents à devoir élever seul un ou plusieurs enfants ». Pour la première fois, Vitacolo, basé à Villeurbanne, propose une colo pour parents solos. Prix accessibles et programme d'activités, ces colonies offrent aux familles monoparentales de « rompre l'isolement, pouvoir échanger et se retrouver avec son enfant sur des projets », sans avoir à se soucier de « l'intendance ».

Les colonies de vacances nouvelle génération

Rom-Game (site web), 11 mai 2017

« Désormais nos enfants un peu geek sur les bords ont leur propre colo ! ». Apprendre à créer son propre jeu vidéo ou approfondir ses techniques de jeux et participer à des tournois, voici les objectifs de ces colonies de vacances qui s'adressent aux adolescents. Ces séjours sont proposés par l'organisme Telligo. « Evidemment les enfants ont aussi des activités sportives et de plein air ».

Bonzaï, la colonie de vacances revisitée

Sur Ouest (site web), 31 mai 2017

L'association de voyages solidaires Bonzaï propose, depuis trois ans, des colonies de vacances. Pour faire face à la baisse de fréquentation, « Bonzaï organise des séjours à taille humaine (...) dans un environnement sécurisé et valorisant afin de respecter chaque enfant dans le « vivre ensemble ». »

Inscrire son enfant en colonie

A Montrouge, les parents campent pour envoyer leurs enfants en colo

Aujourd'hui en France (site web), 3 mai 2017

« *Les premiers sont arrivés à 4 heures !* » Le centre administratif de la mairie de Montrouge n'ouvre ses portes qu'à huit heures, mais pour être certain d'obtenir une place en colo pour leurs enfants, les parents viennent faire la queue très tôt. Ils évoquent « *les tarifs très attractifs proposés par la ville* ». Selon la municipalité, le nombre de places est pourtant suffisant, puisque « *le volume global de places n'est jamais égalé ni dépassé* », mais les parents souhaitent avoir le choix et certains séjours spécifiques proposent très peu de places.

Quel stage sportif pour votre enfant cet été ?

Le journal de Saône et Loire, 6 mai 2017

« *Les stages sportifs sont aujourd'hui les plus demandés par le public, avec 40 % des achats de séjours pour enfants et adolescents, selon une enquête de l'Unosel* ». Les séjours proposés peuvent être centrés sur une pratique spécifique ou multiactivités et affichent des degrés d'intensités différents. Au-delà de la pratique sportive, ils permettent « *d'expérimenter la vie de groupe, hors du cocon familial, pour gagner en autonomie* ».

Colonies de vacances : savoir choisir

BFM TV, 19 mai 2017

BFM TV a proposé un court reportage sur les colonies de vacances, suivi d'une interview avec un représentant de l'UCPA. Dans le reportage, la directrice d'International Dialog (société proposant des séjours linguistiques et aventures) indique qu'il est indispensable de laisser les enfants choisir leur destination. La société Kids vacances (qui propose un site Internet pour rechercher, comparer et réserver un séjour collectif pour ses enfants) rappelle rapidement la réglementation (numéro d'agrément et taux d'encadrement). L'interview avec l'UCPA tourne autour de trois questions : comment rassurer les parents inquiets ?, la question du portable en colonie et le budget moyen d'une semaine en colo.

Pyrénées-Atlantiques : 40 colonies à découvrir grâce à un collectif d'associations

Sud Ouest (site web), 31 mai 2017

« *Les colos reviennent à la mode car les organismes ont su se moderniser et proposer des vacances à thème avec des durées variées et notamment d'une semaine.* » Pour présenter leur offre de séjour, plusieurs organisateurs se sont réunis, en Pyrénées-Atlantiques, pour proposer un catalogue commun. Cette initiative est appuyée par le Conseil départemental.

Des colonies de vacances en vente

Une activité touristique à reprendre au Laquerez

L'Est Républicain, 14 avril 2017

La mairie de Jougne propose son ancienne colonie de vacances pour une autre activité touristique. Tous les projets seront étudiés par la municipalité.

Amicale laïque. La « colo du Phare » vendue

Le Télégramme (site web), 25 avril 2017

La colonie de vacances de l'Amicale laïque, sur l'île de Batz, vient d'être vendue. Les nouveaux propriétaires « envisagent d'y créer une résidence d'artistes et de réception de groupes. ». Baisse de fréquentation, travaux de modernisation nécessaires, groupe moins disponibles pour gérer la colonie, autant de raisons qui expliquent la vente de cette structure. « Des rencontres seront mises en place avec les enseignants, l'Association des parents d'élèves et la municipalité d'Huelgoat pour réfléchir à l'utilisation des fonds dégagés par la vente de la colo ».

A Benais, le personnel du château est inquiet

La Nouvelle République du Centre-Ouest, 26 avril 2017

Près de 900 enfants sont accueillis chaque année, en colonie de vacances ou classes découvertes, au château de Benais. Treize agents permanents y travaillent et sont aujourd'hui inquiets pour leurs emplois, ayant appris que le centre fermerait ses portes à la fin de l'été. Pour la municipalité, « l'activité de l'établissement est insuffisamment rentable », la propriété sera donc mise en vente.

Chaumes. L'association Apalos a licencié ses onze salariés en début d'année

Presse Océan, 2 mai 2017

L'association nantaise Apalos a mis en vente le Château de Noirbreuil, qui accueillait des colonies de vacances, et licencié ses onze salariés. En cause, des problèmes de financements, liés en partie au désengagement financier de différents comités d'entreprise. « Un compromis de vente a été signé. (...) L'acheteur serait un couple de Nantais qui souhaiterait créer des chambres d'hôtes. ».

Un fracas surprenant

L'Est Républicain, 16 mai 2017

La mairie de Pierre-Percée transforme l'ancienne colonie de vacances en hôtel. Les travaux sont en cours depuis plus d'une semaine.

« Colos à vendre ! »

22 mai 2017, www.theconversation.com, article rédigé par Jean-Michel Bocquet et Cyril Dheilly

Le site Web « The conversation » (qui publie des articles grand public écrits par les chercheurs et les universitaires) publie un article rédigé par deux doctorants en Sciences de l'éducation, ayant participé, en 2016, à l'évaluation du dispositif #GenerationCampColo (#GCC) mis en place par le Ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports.

Dans un premier temps, l'article revient rapidement sur la mise en place du dispositif #GCC et sur son évaluation. Dans un second temps, les auteurs expliquent que le « marché » des colonies de vacances

est en changement : les « gros organisateurs » devenant de plus en plus gros. « *La différence entre société et association a disparu, les mêmes méthodes sont d'ailleurs utilisées, les associations créent des sociétés pour vendre, les uns rachètent les autres et inversement.* » Enfin, les auteurs démontrent que les méthodes mises en place ne permettent pas aux parents d'être rassurés et que les mixités ne sont, aujourd'hui, plus présentes dans les colonies de vacances.

Après avoir dressé cet état des lieux, les auteurs de l'article décrivent les enjeux des colonies : permettre la rencontre (autour des mixités), permettre aux jeunes « *de s'engager et de travailler au service des enfants* » et, enfin, « *expérimenter la mixité et construire l'égalité* ». Les auteurs s'interrogent, après ces élections présidentielles, sur l'absence de ministre de la Jeunesse.

L'UCPA se développe

L'UCPA s'accroche à ses rêves

La quotidienne (site web), 19 mai 2017

« *Depuis le début de cette année, l'association s'est lancée dans une nouvelle politique d'acquisitions qui se traduit par une ouverture à des domaines proches mais nouveaux pour le groupe* ». Plusieurs sites d'activités sportives (base de loisirs, patinoires, espaces aquatiques,...) sont repris par l'UCPA, en délégation de service public, pour des durées de 7 à 20 ans. Du côté des colonies de vacances, l'association a absorbé l'organisme Aludeo et racheté le groupe « Destination Vacances » et sa marque Telligo. Enfin, « *en décembre dernier, Guillaume Légaut a signé un accord avec un investisseur singapourien pour l'ouverture en Chine d'un centre d'initiation à l'équitation* ».

Les aides de la JPA

Les enfants privés de vacances ?

L'est éclair, 28 avril 2017

L'opération « Les 100 premiers départs », mise en place dans l'Aube par la JPA, permet à des jeunes de partir en séjours collectifs grâce au versement d'une bourse individuelle aux familles. Cette aide financière est possible grâce aux divers partenariats mis en place sur le territoire. La réforme des régions vient mettre à mal cette opération : si Champagne-Ardenne et Lorraine soutenaient cette action, ce n'était pas le cas de l'Alsace. Aujourd'hui réunies, la nouvelle région « Grand Est » a refusé d'accorder une subvention « *en raison d'un contexte budgétaire difficile* ».

Jeunesse au plein air aide financièrement des élèves

Le Berry républicain, 4 mai 2017

La JPA du Cher aide des enfants et adolescents à partir en vacances. Campagne de solidarité pour récolter de l'argent et séjours de vacances proposés à des tarifs privilégiés ont permis, en 2016, à une centaine de jeunes de partir en séjours collectifs. « *Notre ambition est d'assurer une mixité, d'avoir différentes classes sociales représentées. C'est une façon pour nous de favoriser le vivre ensemble.* »

Du côté des formations BAFA

Une formation ouverte aux personnes sourdes

Ils signent pour le « BAFA »

L'Est Républicain, 13 avril 2017

Pour la première fois, une formation au BAFA est proposée à de jeunes sourds ou malentendants. C'est l'institut des Sourds de Jarville, en partenariat avec l'association d'éducation populaire Aroéven Lorraine, qui propose cette formation accueillant 33 jeunes. « *Tous auront la formation réglementaire initiale à ce brevet, plus des stratégies d'adaptation à leur handicap pour pouvoir communiquer, et notamment assurer la sécurité et l'autorité nécessaires à l'encadrement de jeunes et d'enfants* ». Les candidatures étant nombreuses, une seconde formation devrait avoir lieu en octobre.

Un enseignement aux valeurs citoyennes et de laïcité

Futurs animateurs en vacances studieuses

L'Est Républicain (site web), 18 avril 2017

Un stage de formation au BAFA est en cours au village de Dommary-Baroncourt. Mélant temps théoriques, mises en situation et réflexion sur les projets des stagiaires, le stage d'une semaine n'est que la première étape pour obtenir ce brevet. Différents domaines sont abordés : psychologie de l'enfant, sécurité physique et morale, éducation et, depuis peu, enseignement aux valeurs de laïcité. « *Finalement, le BAFA est plus qu'un laissez-passer dans l'animation* ».

Le Bafa, le passeport des premiers jobs d'été

Le Progrès, 29 avril 2017

L'association Temps Jeunes, propose des séjours mais également des formations au BAFA. La colonie de vacances a évolué, « *il y a de nos jours une demande pour intéresser, aider à construire, et inculquer des valeurs citoyennes aussi bien à ceux qui partent qu'à ceux qui sont formés dans nos centres* ».

Du côté des études

« Baromètre des temps et activités péri et extrascolaires 2016 »

L'e-ssentiel, n°170, mars 2017, CNAF, <http://www.caf.fr/etudes-et-statistiques/x-publications/l-e-ssentiel>

L'enquête relative aux temps péri et extrascolaires des enfants, réalisée par la CNAF pour la première fois en 2014, a été reconduite sur l'année 2016. 1 200 parents ont ainsi été interrogés sur les activités pratiquées par leur(s) enfant(s) à l'école ou en dehors, hors temps scolaires.

En 2016, 80 % des enfants âgés de 3 à 10 ans participaient de façon régulière à au moins un temps péri ou extrascolaire. Comme en 2014, 26 % des enfants se rendent au centre de loisirs. Cette pratique est en partie liée au profil d'activité des familles : la fréquentation étant plus importante pour les familles dont les deux parents sont en activités (29 %) ou les familles monoparentales actives (41 %) que pour celles dont au moins un des deux parents est sans activité (16 %). Trois quart des familles (74 %) ont en effet inscrit leur enfant au centre de loisirs parce qu'il s'agit d'une solution de garde pour elles. 64 % des parents déclarent avoir inscrit leur enfant en centre de loisirs pour l'éveiller et l'épanouir. Cette proportion est en net recul par rapport à 2014 où elle atteignait 80 % et se plaçait ainsi en première position.

« Evaluation nationale des PEDT »

27 mars 2017, Ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports / Direction de la Jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative, www.jeunes.gouv.fr

Le rapport final sur l'évaluation nationale des Projets Educatifs Territoriaux, réalisé par deux cabinets (Education & Territoires et ENEIS), est disponible. 37,8 % des collectivités signataires d'un PEDT ont participé à cette enquête.

L'étude nous apprend notamment que seulement 24 % des PEDT portent exclusivement sur les TAP/NAP, 73 % des collectivités ayant pris en compte au moins un autre temps (périscolaire, extrascolaire, scolaire). Cependant, le champ extrascolaire est encore peu intégré puisqu'il apparaît dans seulement 25 % des PEDT. Les temps d'accueils les plus représentés dans ces projets sont les temps périscolaires dégagés par la réforme (TAP/NAP) et ceux de la fin d'après-midi ou du matin (respectivement 97 %, 58,5 % et 52 %).

Le principal objectif éducatif (85 %) des PEDT est de permettre aux enfants et aux jeunes de développer leur curiosité et leur créativité. Les publics couverts sont principalement les 3-11 ans. Seulement 13 % couvrent la tranche d'âge des 12-16 ans.

L'étude démontre également que, parmi les partenaires représentés dans les comités de pilotage des PEDT, les associations sont présentes dans 19 % à 26 % des Copil, ces taux variant selon le type d'association : les plus représentées étant les associations sportives et les moins représentées étant les associations et fédérations d'éducation populaire.